
Rapport du Président**Proposition de prêt****République de l'Inde****Projet d'amélioration de la compétitivité dans
l'agriculture et secteurs connexes au
Jammu-et-Cachemire (JKCIP)**Numéro du projet: 2000003933

Cote du document: EB 2024/141/R.3

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) a) ii)

Date: 27 mars 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 51.

Questions techniques:**Reehana Raza**Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
courriel: r.raza@ifad.org**Ulaş Demirag**Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: u.demirag@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Ulaş Demirag
Responsable technique:	Lorna Grace
Responsable des finances:	Norpulat Daniyarov
Spécialiste climat et environnement:	Anupa Rimal Lamichhane
Juriste:	Itziar Garcia Villanueva

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Inde/Gouvernement du Jammu-et-Cachemire
Organisme d'exécution:	Département de la production agricole du gouvernement du Jammu-et-Cachemire
Coût total du projet:	217,2 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	100,0 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires. Le prêt est consenti à des conditions ordinaires et donnera lieu au versement d'intérêts calculés sur le principal restant dû à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant une marge variable, assorti d'un délai de remboursement de 18 ans, dont un différé d'amortissement de cinq ans.
Cofinanceurs:	Institutions financières nationales, entités locales du secteur privé, bénéficiaires; convergence avec des dispositifs publics et le gouvernement du Jammu-et-Cachemire
Montant du cofinancement:	Banques privées: 20,8 millions d'USD Secteur privé: 20,7 millions d'USD Convergence (investissements complémentaires au titre de programmes nationaux pertinents en cours): 3,4 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À déterminer
Contribution de l'emprunteur:	26,4 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	45,8 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	50,77 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République de l'Inde est l'une des économies connaissant la croissance la plus rapide au monde, son produit intérieur brut (PIB) ayant progressé de 7,7% entre 2022 et 2023. Dans le même temps, le pays a divisé par deux la part de sa population vivant en situation d'extrême pauvreté¹. Entre les périodes 2005-2006 et 2020-2021, l'indice de pauvreté multidimensionnelle de l'Inde est passé de 55% à 16,4%, indiquant la sortie de 415 millions de personnes de la pauvreté². Malgré une forte croissance économique, les progrès en ce qui concerne la réduction de la pauvreté ont été inégaux, le taux d'extrême pauvreté s'élevant à 13,8%. Les inégalités en matière de consommation persistent, l'indice de Gini du pays s'étant établi autour de 35 au cours des vingt dernières années et le taux de malnutrition infantile avoisinant 35,5%.
2. Au Jammu-et-Cachemire, près de 12,8% de la population est concernée par la pauvreté multidimensionnelle. Le taux d'alphabétisation est de 67,2%. Des facteurs tels que l'éloignement, une connectivité limitée, les problèmes de sécurité et le faible niveau d'investissement ont entravé la croissance économique au cours des dernières décennies. Après une amélioration de la situation sécuritaire et un redressement de l'activité économique depuis 2019, le PIB du Jammu-et-Cachemire devrait progresser de 8% entre 2022 et 2023 à prix constants.
3. Le gouvernement du Jammu-et-Cachemire a lancé le Programme pour le développement agricole global (HADP, selon son acronyme anglais), une initiative ambitieuse d'un coût avoisinant 650 millions d'USD visant à transformer le secteur agricole par l'entremise du passage d'une agriculture de subsistance à une activité économique durable et à visée commerciale. Le gouvernement du Jammu-et-Cachemire souhaite profiter de l'expertise du FIDA dans le cadre du HADP.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

4. Conformément aux engagements pris par le FIDA en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - axé sur les jeunes.
5. **Égalité femmes-hommes et inclusion sociale.** L'Inde est 91^e sur 144 pays selon un nouvel indice relatif à l'égalité femmes-hommes s'intéressant à des éléments tels que la pauvreté, la santé, l'éducation, l'alphabétisation, la représentation politique et l'égalité dans le milieu professionnel. L'indice de développement de genre du Jammu-et-Cachemire a augmenté, passant de 0,83 pour la période 2011-2012 à 0,945 en 2017, ce qui témoigne d'une amélioration globale des rapports entre les femmes et les hommes. Deux difficultés majeures subsistent néanmoins: un grand écart de revenus et la lourde charge de travail incombant aux femmes.
6. **Jeunes.** Les jeunes représentent près d'un tiers de la population indienne. De la même manière, le Jammu-et-Cachemire possède une population majoritairement jeune, composée à 69% de personnes de moins de 35 ans. Le taux relativement élevé de chômage chez les jeunes peut s'expliquer par un certain nombre de

¹ Plateforme sur la pauvreté et les inégalités et Aperçu macroéconomique de la pauvreté de la Banque mondiale, printemps 2023.

² Programme des Nations Unies pour le développement.

facteurs, notamment l'éloignement, les conditions météorologiques extrêmes, le faible niveau d'épargne et d'investissement, la forte croissance démographique, le déclin de la petite industrie et le faible développement des infrastructures, qui sont aggravés par des actes de terrorisme. Toutefois, la situation a changé de façon considérable au cours des trois ou quatre dernières années grâce à l'intervention des pouvoirs publics. Les jeunes éprouvent désormais un intérêt pour l'entrepreneuriat et souhaitent faire partie du courant majoritaire.

7. **Climat et environnement.** Selon les prévisions, l'intensification des changements et de la variabilité climatiques devrait se poursuivre, entraînant de plus en plus d'événements météorologiques extrêmes, notamment des sécheresses, des inondations et des catastrophes naturelles. La fréquence et l'intensité accrues des événements météorologiques extrêmes provoqueront une hausse du nombre de sécheresses et d'inondations saisonnières, qui accentuent l'érosion des sols dans les zones montagneuses du Jammu-et-Cachemire où beaucoup de ruraux pauvres dépendent des ressources naturelles, de l'agriculture pluviale et de l'horticulture pour subsister. La promotion de cultures agricoles et horticoles à haute valeur marchande et de filières écologiquement viables et résilientes aux changements climatiques est une approche climato-compatible du développement du Jammu-et-Cachemire.
8. **Nutrition.** Alors que le Jammu-et-Cachemire a connu des améliorations significatives de sa situation sur le plan de la nutrition, plusieurs défis subsistent, notamment la malnutrition infantile, en particulier l'insuffisance pondérale et l'émaciation, ainsi que l'anémie chez les femmes. Le gouvernement du Jammu-et-Cachemire met en œuvre plusieurs initiatives afin de lutter contre la malnutrition. Le Projet d'amélioration de la compétitivité dans l'agriculture et secteurs connexes au Jammu-et-Cachemire (JKCIP) visera à améliorer la situation socioéconomique des ménages pauvres afin qu'ils accèdent plus facilement à une alimentation de meilleure qualité.

Justification de l'intervention du FIDA

9. Plusieurs facteurs justifient l'intervention du FIDA, à savoir: i) son expérience en ce qui concerne le travail avec de petits exploitants agricoles et les stratégies de filière en Inde, qui a effectivement contribué à l'augmentation des revenus des agriculteurs; ii) sa capacité à mobiliser une expertise technique mondiale par culture en vue de renforcer les capacités dans le Jammu-et-Cachemire; iii) un réseau bien établi de partenariats lui permettant d'exploiter les points forts des organisations communautaires afin de créer des modèles d'intervention collective; iv) le ciblage géographique axé sur les zones défavorisées dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP); v) la possibilité d'introduire des solutions novatrices permettant de doubler les revenus des communautés d'agriculteurs pauvres et marginalisés et de contribuer à maximiser le potentiel du HADP.

B. Enseignements à retenir

10. Plusieurs enseignements clés sont pertinents dans le cadre du JKCIP: i) la création d'autres débouchés commerciaux peut générer des gains d'efficacité dans les marchés traditionnels; ii) pour que la mobilisation des organisations d'agriculteurs-producteurs (OAP) soit fructueuse, sa priorité doit être l'établissement d'entreprises en guise de point de départ, faisant de la viabilité de ces entreprises une considération essentielle; iii) la participation des parties prenantes à la mise en œuvre d'un projet assure l'exécution fluide et la viabilité de celui-ci, en particulier dans les zones marquées par un conflit; iv) un système intégré, associant la production, la transformation, la création de valeur ajoutée et la commercialisation, est essentiel pour l'optimisation des ressources; v) l'établissement de partenariats d'affaires entre les petits exploitants, des entités privées, des coopératives agricoles et les pouvoirs publics est essentiel pour que les entreprises agricoles

soient viables et mutuellement bénéfiques; vi) le partage des coûts est déterminant pour la durabilité et la réussite des interventions.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

11. Le projet a pour but de contribuer à une hausse soutenue des revenus des ménages ruraux grâce à l'amélioration de la compétitivité et de la résilience aux changements climatiques des activités agricoles. Il vise à améliorer la compétitivité et la résilience aux changements climatiques des agriculteurs par l'entremise d'une approche à l'échelle de la filière, touchant la production, la création de valeur ajoutée et la commercialisation de produits de base à haute valeur marchande et de niche issus de l'agriculture, de l'horticulture et de secteurs connexes au Jammu-et-Cachemire.
12. Le projet sera exécuté dans les 20 districts du Jammu-et-Cachemire. La conception du projet contient une stratégie d'exclusion permettant de minimiser les difficultés concernant notamment les garanties environnementales en écartant les blocs et villages frontaliers qui sont fragiles sur le plan écologique.
13. Le projet bénéficiera directement à 159 000 hommes et 141 000 femmes, dont 90 000 jeunes, et à 30 000 communautés vulnérables, plus précisément des castes répertoriées et des tribus répertoriées, représentant au total 300 000 ménages et touchant 1,5 million d'individus³. Le groupe cible sera constitué d'agriculteurs et de ménages ruraux possédant peu de ressources, dont des groupes vulnérables tels que les éleveurs, des communautés de pêcheurs et d'autres communautés de castes et de tribus répertoriées.
14. Les petits exploitants se répartissent en trois catégories: i) les petits exploitants pauvres, ii) les petits exploitants relativement pauvres, iii) les petits exploitants non pauvres ayant une activité à visée commerciale⁴. Le projet cible de façon directe exclusivement les ménages pauvres et relativement pauvres pour ce qui est de l'amélioration de la productivité et de la production, et de l'expansion. Les ménages non pauvres participeront à des activités relatives à la commercialisation et à l'entrepreneuriat.

B. Composantes, résultats et activités

15. Le projet comprendra quatre composantes: i) Production climato-compatible et axée sur le marché; ii) Développement de l'écosystème des entreprises agricoles; iii) Appui aux communautés vulnérables; iv) Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs.
16. Pour atteindre son objectif, le projet visera l'obtention de quatre effets directs majeurs: i) expansion et amélioration des performances des OAP; ii) amélioration de la productivité et de la production des cultures de niche et des cultures horticoles; iii) hausse des prix de vente au profit des agriculteurs et des parties prenantes connexes; iv) renforcement de la résilience des groupes vulnérables.
17. **Composante 1: Production climato-compatible et axée sur le marché.**
La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de trois sous-composantes: 1.1 Transposition de la collectivisation à plus grande échelle; 1.2 Appui aux cultures de niche; 1.3 Appui aux cultures horticoles. L'objectif de la sous-composante 1.1 est d'étendre l'intervention aux ménages cibles et de promouvoir des institutions agricoles pérennes et inclusives, ceci afin de mettre en œuvre une approche économique de la prestation de services et de générer des économies d'échelle en vue de lancer une production axée sur le marché. L'objectif de la sous-composante 1.2 est l'optimisation des zones

³ Moyenne de 5,1 personnes par famille dans le Jammu-et-Cachemire. Enquête nationale sur la santé des familles 2015-2016.

⁴ 80% de pauvres et 20% de non-pauvres.

cultivables et la diversification orientée vers des cultures à haute valeur marchande. L'objectif de la sous-composante 1.3 est l'optimisation des zones cultivables, et la diversification et l'intensification des cultures horticoles.

18. **Composante 2: Développement de l'écosystème des entreprises agricoles.** La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de trois sous-composantes: 2.1 Appui en matière de développement des entreprises; 2.2 Appui en matière de promotion commerciale; 2.3 incubation et jeunes entreprises. L'objectif de la sous-composante 2.1 est le développement des entreprises sous l'impulsion du secteur privé, notamment l'obtention des financements bancaires correspondants, l'accent étant mis sur les jeunes et les femmes, en particulier les jeunes femmes. La sous-composante 2.2 vise à explorer de nouveaux marchés et des marchés haut de gamme et à lancer une production axée sur la demande du marché. L'objectif de la sous-composante 2.3 est de créer une culture dynamique d'entrepreneuriat dans le domaine des technologies agricoles au sein de la région en mettant l'accent sur les jeunes et de contribuer au renforcement de l'écosystème des entreprises agricoles.
19. **Composante 3: Appui aux communautés vulnérables.** La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de trois sous-composantes: 3.1 Appui aux éleveurs; 3.2 Appui à d'autres communautés vulnérables; 3.3 Intégration des jeunes. L'objectif de la sous-composante 3.1 est d'améliorer les activités des éleveurs et d'augmenter le prix de vente de la laine. L'objectif de la sous-composante 3.2 est de faciliter la diversification des moyens d'existence des groupes vulnérables des castes et des tribus répertoriées. L'objectif de la sous-composante 3.3 est d'aider des clubs de jeunes à réaliser des activités liées à la protection de l'environnement dans leur communauté.
20. **Composante 4: Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs.** La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: i) suivi-évaluation et gestion des savoirs; ii) appui à l'élaboration de politiques. Une unité de gestion du projet (UGP-JKCIP) sera créée au sein de l'unité de gestion du HADP. Le projet facilitera le passage d'un suivi simple axé sur les produits à un suivi axé sur les effets directs intégré au système de suivi-évaluation. Le projet œuvrera à la promotion d'un environnement politique favorable et fondé sur des données factuelles au profit du développement du secteur agricole et des secteurs connexes.

C. Théorie du changement

21. Plusieurs difficultés sont associées à la croissance agricole durable de l'Inde et du Jammu-et-Cachemire. Des initiatives d'amélioration de la production et de la productivité, tirant parti de l'avantage comparatif pour s'éloigner d'un système de production céréalier, restent essentielles pour faire augmenter les revenus des petits exploitants agricoles. Les autres difficultés à résoudre sont les suivantes: i) mauvaises pratiques de gestion dont un intérêt limité pour l'intensification et la diversification; ii) investissement insuffisant dans les activités de création de valeur ajoutée, de transformation, de développement des entreprises et de développement de marchés; iii) manque d'options en matière de diversification des moyens d'existence des communautés vulnérables.
22. La résolution de ces difficultés passera par: i) l'introduction de bonnes pratiques agricoles et de systèmes de gestion de l'eau, et l'expansion des superficies cultivables consacrées aux cultures de niche; ii) l'amélioration des pratiques de gestion arboricole et la création de pépinières, et l'intensification de la diversification et de l'expansion des superficies cultivables consacrées aux cultures horticoles; iii) la création d'entreprises agricoles et de jeunes entreprises; iv) l'établissement de liens avec le marché, le développement de marchés, et la création et la promotion de marques; v) l'appui aux communautés vulnérables en ce qui concerne la diversification de leurs moyens d'existence; vi) la contribution à

la concertation sur les politiques et à l'élaboration de normes. Ces interventions doivent produire plusieurs effets directs, dont l'amélioration de la performance des institutions communautaires ainsi que de la production et de la productivité, et la hausse des prix de vente grâce à la création de valeur ajoutée, le développement de marchés et l'élaboration de politiques pertinentes pour le secteur. Ces effets directs feront progresser la réalisation de l'objectif du projet, qui est de contribuer à une hausse soutenue des revenus des ménages ruraux.

D. Alignement, appropriation et partenariats

23. Le projet met l'accent sur les cultures de niche et les cultures à haute valeur marchande afin d'aider les petits exploitants marginalisés à s'adapter aux changements climatiques. Il contribue à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim zéro), 5 (Égalité entre les sexes) et 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Il est conforme à la stratégie du Gouvernement indien et du gouvernement du Jammu-et-Cachemire ayant pour but de doubler les revenus des agriculteurs, qui met l'accent sur l'avantage comparatif, les gains de productivité, la récupération de la valeur créée et le rapprochement avec de nouveaux marchés. Les trois objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 sont au centre de ce projet. Le projet est en outre conforme aux recommandations de l'examen à mi-parcours des résultats du COSOP établi pour l'Inde. Il est aligné sur les thématiques transversales du FIDA en ce qu'il est axé sur l'égalité femmes-hommes et les jeunes, contribue au financement de l'action climatique et cible les peuples autochtones. La conception du projet a été adoptée dans son intégralité par le Département de la production agricole.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

24. Le coût total du projet s'élève à 217,2 millions d'USD sur une période de sept ans. Le montant total alloué par le FIDA au titre du financement de l'action climatique est estimé à 50 776 000 USD, soit 50,7% du coût total du projet pour le FIDA.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Gouvernement du Jammu-et-Cachemire		Convergence		Bénéficiaires		Secteur privé		Banques privées		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Production climato-compatible et axée sur le marché														
Transposition de la collectivisation à plus grande échelle	5 419	73	1 534	20	-	-	517	7	-	-	-	-	7 470	3
Appui aux cultures de niche	20 016	43	5 042	11	-	-	21 504	46	-	-	-	-	46 562	21
Appui aux cultures horticoles	24 246	41	6 062	10	-	-	22 945	39	6 162	10	-	-	59 415	27
Sous-total	49 681	44	12 638	11	-	-	44 966	40	6 162	5	-	-	113 446	52
2. Développement de l'écosystème des entreprises agricoles														
Appui en matière de développement des entreprises	22 261	41	6 590	12	-	-	-	-	10 316	19	15 422	28	54 589	25
Appui en matière de promotion commerciale	2 249	80	562	20	-	-	-	-	-	-	-	-	2 811	1
Incubation et jeunes entreprises	4 678	28	1 170	7	3 255	20	-	-	2 170	13	5 424	33	16 696	8
Sous-total	29 188	39	8 322	11	3 255	4	-	-	12 486	17	20 846	28	74 096	34
3. Appui aux communautés vulnérables														
Appui aux éleveurs	453	49	113	12	195	21	-	-	171	18	-	-	931	0
Appui à d'autres communautés vulnérables	13 504	68	3 555	18	-	-	785	4	1 893	10	-	-	19 737	9
Sous-total	13 957	68	3 669	18	195	1	785	4	2 064	10	-	-	20 668	10
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs														
Gestion du projet	5 934	80	1 484	20	-	-	-	-	-	-	-	-	7 418	3
Suivi-évaluation et système informatisé de gestion	825	80	206	20	-	-	-	-	-	-	-	-	1 031	1
Gestion des savoirs et politiques	416	80	104	20	-	-	-	-	-	-	-	-	520	0
Sous-total	7 175	80	1 794	20	-	-	-	-	-	-	-	-	8 969	4
Total	100 000	46	26 422	12	3 449	2	45 751	21	20 711	10	20 846	10	217 179	100

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Gouvernement du Jammu-et-Cachemire		Convergence		Bénéficiaires		Secteur privé		Banques privées		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement														
A. Formation et ateliers	2 287	80	572	20	-	-	-	-	-	-	-	-	2 859	1
B. Services de consultants	2 829	78	707	19	115	3	-	-	-	-	-	-	3 652	2
C. Biens, services et intrants	46 464	38	11 835	10	3 334	3	44 535	37	8 829	7	5 915	5	120 911	56
D. Équipement et matériel	3 452	69	935	19	-	-	634	13	-	-	-	-	5 020	2
E. Dons et subventions	36 944	50	10 368	14	-	-	581	1	11 882	16	14 932	20	74 707	34
Total des dépenses d'investissement	91 976	44	24 416	12	3 449	2	45 751	22	20 711	10	20 846	10	207 149	95
II. Dépenses ordinaires														
A. Traitements et indemnités	5 648	80	1 412	20	-	-	-	-	-	-	-	-	7 060	3
B. Dépenses de fonctionnement	2 376	80	594	20	-	-	-	-	-	-	-	-	2 970	1
Total des dépenses ordinaires	8 024	80	2 006	20	-	-	-	-	-	-	-	-	10 030	5
Total	100 000	46	26 422	12	3 449	2	45 751	21	20 711	10	20 846	10	217 179	100

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

Composante	<i>Totaux incluant les provisions pour imprévus</i>								Total
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
1. Production climato-compatible et axée sur le marché									
Transposition de la collectivisation à plus grande échelle	23	1 493	2 430	1 896	1 035	288	303	-	7 470
Appui aux cultures de niche	38	3 462	8 672	9 743	9 982	8 442	6 184	39	46 562
Appui aux cultures horticoles	70	7 118	13 931	14 295	14 624	6 166	3 210	-	59 415
Sous-total	132	12 073	25 034	25 934	25 641	14 896	9 698	39	113 446
2. Développement de l'écosystème des entreprises agricoles									
Appui en matière de développement des entreprises	-	6 206	13 323	17 459	14 026	2 107	1 467	-	54 589
Appui en matière de promotion commerciale	-	363	1 012	1 113	217	51	54	-	2 811
Incubation et jeunes entreprises	5	750	2 936	3 833	3 791	3 857	1 348	176	16 696
Sous-total	5	7 318	17 272	22 406	18 034	6 015	2 869	176	74 096
3. Appui aux communautés vulnérables									
Appui aux éleveurs	-	194	328	161	162	85	-	-	931
Appui à d'autres communautés vulnérables	-	2 087	3 551	3 743	3 912	3 666	2 779	-	19 737
Sous-total	-	2 281	3 879	3 904	4 074	3 752	2 779	-	20 668
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs									
Gestion du projet	230	1 063	1 041	1 090	1 068	1 126	1 186	614	7 418
Suivi-évaluation et système informatisé de gestion	10	98	75	79	50	53	667	-	1 031
Gestion des savoirs et politiques	32	192	92	104	27	35	28	10	520
Sous-total	272	1 352	1 208	1 273	1 145	1 213	1 881	624	8 969
Total	410	23 024	47 392	53 517	48 894	25 876	17 227	839	217 179

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

25. Le projet est cofinancé par le gouvernement du Jammu-et-Cachemire et plusieurs programmes publics (dans le cadre d'une convergence), des banques, les bénéficiaires du projet et le secteur privé. Le ratio entre les ressources prêtées par le FIDA et le cofinancement total est de 1:1,2.
26. Le FIDA versera les fonds au Gouvernement indien qui les transférera vers le fonds consolidé du gouvernement du Jammu-et-Cachemire, aux fins du remboursement des dépenses préfinancées.
27. **Financement rétroactif.** Par dérogation à l'alinéa 4.07 a) ii) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole, il est demandé au Conseil d'administration d'approuver un financement rétroactif allant jusqu'à 5 millions d'USD au titre des dépenses autorisées pour financer les activités de démarrage, ceci afin de couvrir les dépenses autorisées à compter du 1^{er} mars 2024 jusqu'à la date d'entrée en vigueur. Pour être admissibles à un financement rétroactif, les biens et services doivent être acquis conformément aux procédures de passation des marchés applicables aux financements accordés sous forme de prêts. Le financement rétroactif doit être préfinancé par le gouvernement et remboursé au moyen des fonds versés une fois l'accord entré en vigueur et les conditions préalables au retrait remplies.

Décaissement

28. Un compte libellé en dollar des États-Unis sera ouvert pour le prêt par le Gouvernement indien à la Reserve Bank of India, sur lequel les fonds seront versés par le FIDA sur la base du remboursement. Le Gouvernement indien préfinancera les dépenses du projet. L'équipe du projet soumettra au FIDA, par l'intermédiaire du Contrôleur de l'aide, des comptes et de l'audit du Département des affaires économiques, des demandes de retrait trimestrielles correspondant au remboursement de sa part des dépenses du projet. La modalité de décaissement fondée sur la communication de rapports sera utilisée pour soumettre des demandes de fonds au FIDA. L'UGP-JKCIP présentera des rapports financiers intermédiaires trimestriels consolidés dans un délai de 30 jours suivant la fin du trimestre concerné. Les comptes du projet appartenant au Département de la production agricole seront gérés par une banque commerciale présente dans le Jammu-et-Cachemire et offrant des services bancaires numériques.

Résumé des avantages et analyse économique

29. Les avantages découlant directement du projet proviennent principalement de la hausse des revenus agricoles résultant de l'adoption de nouvelles technologies et des revenus de nouvelles entreprises de la filière créées avec l'appui du projet. L'analyse coûts/bénéfices met en évidence un taux de rentabilité interne (TRI) global de 24%. La valeur actuelle nette (VAN) est estimée à 480,4 millions d'USD (39,8 milliards de roupies indiennes) à un taux d'actualisation de 7% pour un rapport bénéfices/coûts de 13,3. Une VAN positive selon le coût d'opportunité actuel du capital de 7% indique que les investissements relatifs au projet sont sûrs. Une hausse des coûts de 20% et une baisse des bénéfices de 20% par rapport à l'hypothèse de départ entraîneraient des TRI respectifs de 23% et 22%, et des VAN respectives de 462,85 millions d'USD et 366,74 millions d'USD, ce qui confirme le caractère sûr des investissements relatifs au projet.

Stratégie de retrait et durabilité

30. La stratégie de retrait repose sur trois piliers: i) promotion et appui des OAP; ii) développement des cultures agricoles de niche et horticoles; iii) développement des entreprises et promotion commerciale. La mobilisation des OAP concernera initialement des entreprises axées sur les communautés, par l'entremise d'un appui adossé à des normes de performance, ayant pour objectif la viabilité en autonomie. Le projet renforcera la production, la productivité et la qualité des cultures de niche, développera les zones agricoles, introduira de bonnes pratiques agricoles et

diversifiera les cultures horticoles. Il aidera des entreprises agricoles par l'entremise de prestations de services, de rapprochements avec des établissements bancaires, et de dons de contrepartie en vue de réduire les risques liés à l'investissement, promouvant ainsi la rentabilité et la pérennisation. Des systèmes seront mis en place dans le but d'utiliser les subventions publiques au bénéfice des communautés, promouvant l'autonomie et la durabilité en vue d'une sortie progressive du projet.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

31. Le niveau de risque global du projet est jugé modéré et le risque résiduel est jugé faible. La probabilité du risque concernant les aspects politiques et la gouvernance, la situation macroéconomique, les stratégies sectorielles, la solidité sur le plan technique, les capacités institutionnelles, les dispositifs de suivi-évaluation et les politiques est jugée modérée, tandis que le risque résiduel en la matière est jugé faible. Les risques inhérents associés à la gestion financière et à la passation des marchés sont jugés substantiels en raison de l'inexpérience du Département de la production agricole pour ce qui est de l'exécution de projets financés par le FIDA et des institutions financières internationales. Le Manuel de gestion financière du FIDA contient des mesures claires de réduction des risques, notamment concernant les effectifs et le logiciel de comptabilité. Un financement rétroactif est proposé pour pallier le risque de retard dans le démarrage après l'entrée en vigueur.

Tableau 4
Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Faible
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Faible
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés	Substantiel	Substantiel
Impact environnemental, social et climatique	Faible	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Faible

B. Catégorie environnementale et sociale

32. La catégorie du risque environnemental et social du projet est modérée. Le consentement préalable, libre et éclairé sera garanti afin de faciliter l'appropriation du projet par les communautés tribales. Le JKCIP n'interviendra pas dans les blocs situés dans des zones protégées et sera conforme en toute circonstance à une politique visant à éviter tout déboisement et tout empiètement sur des zones boisées, ceci afin d'éviter de nuire à l'habitat naturel et à la biodiversité. Le projet devrait déboucher sur une diversification accrue des exploitations agricoles, une réglementation et une réduction des intrants chimiques, et une amélioration de la situation des exploitations grâce à la promotion de bonnes pratiques agricoles.

C. Classement au regard des risques climatiques

33. Le projet est classé dans la catégorie de risque climatique modérée. Les principaux risques climatiques associés au projet sont les suivants: i) baisse de la productivité et de la qualité des produits en raison de tempêtes de grêle; ii) hausse de la présence d'organismes nuisibles et de maladies nouveaux et existants; iii) glissements de terrain. Le projet promouvra des méthodes de production résilientes aux changements climatiques. La capacité des organismes publics

d'exécution et des OAP sera renforcée afin qu'ils puissent accéder à des informations pertinentes sur les conditions météorologiques, les interpréter et agir de façon rationnelle en fonction de ces informations. Les responsabilités relatives aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) figurent dans le mandat des spécialistes thématiques.

D. Soutenabilité de la dette

34. L'économie de l'Inde a été solide durant la période 2022-2023 et l'inflation globale est restée modérée en moyenne, bien qu'elle reste volatile. Le secteur financier a résisté – il est à son plus haut par rapport aux dernières années – et est resté largement épargné par les difficultés financières mondiales de début 2023. Le déficit de la balance courante s'est creusé en 2022-2023, le déficit budgétaire s'est réduit, la dette publique reste élevée et les réserves budgétaires doivent être reconstituées. La croissance devrait rester élevée, la stabilité macroéconomique et financière y contribuant. Le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué que les risques pesant sur les perspectives sont équilibrés.
35. Le ratio dette/PIB de l'Inde est de 81,9% pour la période 2022-2023. Il est largement supérieur à celui d'économies émergentes comparables⁵ et devrait rester stable à moyen terme. La croissance du PIB réel devrait atteindre 6,3% lors des périodes 2023-2024 et 2024-2025⁶ sous l'impulsion de l'agriculture, des services et de l'industrie manufacturière.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

36. Le Département de la production agricole du gouvernement du Jammu-et-Cachemire sera l'organisme principal d'exécution, et mettra en œuvre le JKCIP en coopération avec plusieurs directions et universités du Jammu-et-Cachemire. Le projet sera mis en œuvre par l'UGP-JKCIP, gérée par un directeur ou une directrice de mission sous la responsabilité du Premier secrétaire du Département de la production agricole et assistée par un noyau dur de personnel. La gouvernance du projet sera harmonisée avec la structure actuelle de coordination de projet du HADP qui possède quatre niveaux, à savoir: i) un comité central de direction; ii) un comité autonome; iii) un comité exécutif; iv) des comités de district. L'exécution sur le terrain incombera aux équipes de terrain des directions et universités participantes.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

37. Les dispositions de gestion financière sont fondées sur les enseignements tirés des projets en cours bénéficiant de l'appui du FIDA. Elles seront intégrées aux procédures de planification et de budgétisation du gouvernement du Jammu-et-Cachemire, et son système de gestion des finances publiques sera utilisé pour allouer les fonds du projet, procéder à des vérifications et à des contrôles internes, tenir la comptabilité, communiquer l'information financière et effectuer un suivi des soldes bancaires non dépensés. D'après une évaluation réalisée par le FIDA, les dispositions de gestion financière proposées sont acceptables et offrent un degré d'assurance raisonnable que les fonds du prêt seront utilisés comme prévu et comptabilisés comme il se doit.
38. Les principales dispositions de gestion financière du projet sont les suivantes: i) le JKCIP emploiera les effectifs actuels de gestion financière du Département de la production agricole et de ses départements ainsi que deux consultants en gestion financière supplémentaires; ii) la budgétisation du JKCIP sera pleinement intégrée au processus de budgétisation public global. Les budgets provisoires et finaux du

⁵ [Inde et FMI](#).

⁶ Conseil d'administration du FMI, consultation de 2023 au titre de l'article IV avec l'Inde.

gouvernement du Jammu-et-Cachemire prévoient des dépenses liées au JKCIP dans un poste budgétaire distinct; iii) les opérations et transactions financières relatives au JKCIP seront soumises aux procédures d'approbation internes du gouvernement du Jammu-et-Cachemire. En outre, les auditeurs internes du secteur privé présenteront des rapports semestriels d'audit interne au comité de pilotage; iv) un logiciel de comptabilité sera utilisé pour la tenue des comptes et l'établissement de rapports financiers concernant toutes les sources de financement du projet afin de satisfaire aux exigences du FIDA; v) le Bureau du Contrôleur et l'Auditeur général procéderont chaque année à l'audit des états financiers du projet, conformément aux normes du FIDA en matière d'audit.

39. Le projet accordera des dons et des subventions aux entreprises agricoles conformément aux critères d'admissibilité et aux modalités de mouvements de fonds convenues au préalable avec le FIDA.
40. **Passation des marchés.** La passation des marchés au titre du JKCIP suivra les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et le Guide pratique de passation des marchés du Fonds, dans leur dernière version, et s'effectuera à l'aide du dossier d'appel d'offres standard du FIDA et de ses autres modèles de document. Le risque inhérent associé à la passation des marchés au moment de la conception a été jugé substantiel, principalement en raison des capacités en matière de ressources humaines et de la méconnaissance des règles de conformité du FIDA concernant la passation des marchés. Des mesures de réduction du risque associé à la passation des marchés figurent dans la méthodologie de gestion intégrée des risques du projet. Les dispositions concernant la passation des marchés dans le cadre du projet seront complétées par l'établissement d'une unité de passation des marchés, qui sera dirigée par un ou une spécialiste principale et composée d'une personne responsable de la passation des marchés et d'une autre personne pour les assister. Une personne sera engagée en qualité de responsable de la passation des marchés pour chacune des directions dotées d'une fonction directrice dans l'exécution. Les seuils en matière de passation des marchés au regard de l'évaluation des risques seront détaillés dans la lettre sur les modalités relatives à la passation des marchés. Un audit des marchés passés au titre du JKCIP sera également réalisé par un prestataire de services qualifié sur une base annuelle. Le projet sera conforme à la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations et à la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, qui s'appliqueront également aux prestataires de services, aux fournisseurs et aux consultants individuels engagés. D'autres mesures vertueuses de gouvernance sont intégrées au manuel d'exécution du projet. Des considérations sur la passation des marchés provenant des exigences établies dans les PESEC sont évaluées et incluses dans le manuel d'exécution du projet également. Le gouvernement du Jammu-et-Cachemire a confirmé que la personne chargée de la vigilance au sein du Département de la production agricole sera l'autorité indépendante d'investigation chargée de recevoir les plaintes relatives aux pratiques illicites dans le cadre du projet, d'enquêter et d'y répondre.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

41. La conception du JKCIP a supposé une consultation approfondie auprès d'un ensemble de parties prenantes locales, régionales et nationales. Durant l'exécution, le projet cherchera à obtenir des contributions et des retours d'information auprès de toutes les parties prenantes concernées dans le cadre des activités de planification et d'exécution à l'échelle communautaire. Le projet respectera également les principes du consentement préalable, libre et éclairé afin d'assurer que les communautés tribales exercent leur droit de prendre des décisions éclairées au sujet des activités pouvant nuire à leur vie et à leurs moyens

d'existence. D'autres outils participatifs tels qu'une enquête annuelle sur les effets directs, le suivi des garanties et des missions de supervision faciliteront les retours d'information de la part du groupe cible.

Mécanisme de réponse aux doléances

42. Le JKCIP utilisera le système intégré de réponse aux doléances et de suivi du gouvernement du Jammu-et-Cachemire (JK-IGRAMS). Cette plateforme en ligne permet de transmettre à n'importe quel moment des doléances et est reliée au portail de gestion des doléances du Gouvernement indien (CPGRAMS)⁷. Ce système permet également le dépôt par voie postale ou en ligne de plaintes auprès de la cellule de gestion des doléances. Il existe par ailleurs un numéro vert permettant de transmettre directement une plainte au Département des doléances publiques du Jammu-et-Cachemire. Le gouvernement du Jammu-et-Cachemire a imposé l'obligation à l'ensemble de ses départements et fonctionnaires de transmettre des rapports bimensuels au Lieutenant-gouverneur concernant toutes les mesures prises.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

43. L'UGP-JKCIP sera chargée d'élaborer un plan de travail et budget annuel et un plan de passation des marchés, et de veiller à leur approbation par sa direction et par le FIDA.
44. Le système de suivi-évaluation servira d'outil de gestion et permettra d'évaluer les progrès réalisés, d'apprécier la conformité, de cerner les contraintes et de déterminer des mesures propres à y remédier. Les activités de gestion des savoirs favoriseront la circulation efficace d'informations pertinentes parmi le personnel du projet, les bénéficiaires et les autres parties prenantes. Les données relatives aux produits, aux effets directs et à l'impact guideront l'élaboration d'études de cas, de notes d'orientation et de rapports qui seront utilisés lors de la concertation sur les politiques, de l'apprentissage entre pairs et de l'éventuelle reproduction à plus grande échelle.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

45. Les principales innovations sont les suivantes: i) développement des OAP sous l'effet de l'initiative privée; ii) appui en faveur d'une production globale par l'entremise d'un modèle de sous-projet d'augmentation de la production; iii) incubation d'entreprises agricoles et appui aux jeunes entreprises; iv) développement d'entreprises sous l'impulsion de dirigeants d'entreprises; v) prestations de services dirigées par des entrepreneurs; vi) services numériques d'information climatique et de vulgarisation.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

46. Le FIDA et le Gouvernement indien ont recensé les mesures suivantes: i) recrutement du personnel essentiel; ii) lancement d'un appel d'offres en vue de la réalisation d'une enquête de référence concernant la zone du projet; iii) consultations avec les directions et universités partenaires, et préparation de lignes directrices en vue de l'exécution sur le terrain.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

47. Le FIDA fera régulièrement des missions de supervision conformément à ses procédures habituelles. La supervision permettra d'examiner la performance du projet, les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs et la conformité aux exigences fiduciaires.

⁷ <https://pgportal.gov.in/>.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

48. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
49. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
50. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

51. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de cent millions de dollars des États-Unis (100 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 26 February 2024)

Loan No: *[number]*

Project name: Competitiveness Improvement of the Agriculture and Allied Sectors Project in Jammu and Kashmir ("JKCIP") (the "Project")

The Republic of India (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS, the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project in Jammu and Kashmir, as further described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Project shall be carried out pursuant to a separate agreement between the Fund and the Government of Jammu and Kashmir of the Republic of India (the "Project Agreement");

WHEREAS, for this purpose, the Fund has agreed to provide financing for the Project upon the terms and conditions set forth in this Financing Agreement and within the Project Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2)
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower and Government of Jammu and Kashmir shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

4. The amount of the loan is one hundred million United States Dollars (USD 100 000 000).

5. The Loan is granted on ordinary lending terms and shall be subject to Interest on the principal amount outstanding of the Loan rate equal to the IFAD Reference Interest Rate with variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of 18 years, including a grace period of 5 years, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
6. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollars (USD).
7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st April.
8. Payments of principal and interest shall be payable on each on each 1st September and 1st March.
9. There shall be a Designated Account in USD for the Loan, for the exclusive use of the Project, opened by the Borrower at the Reserve Bank of India to which funds will flow from IFAD.
10. There shall be separate project bank account of the Agriculture Production Department of Jammu and Kashmir ("APD") Project Management Unit in Indian Rupees, for the benefit of the Project at the local Bank.
11. The Borrower shall cause the Government of Jammu and Kashmir to provide counterpart financing for the Project in line with the Borrower's guidelines on counterpart financing.

Section C

12. The Lead Project Agency shall be the APD ("Lead Project Agency").
13. The Ministry of Finance will be the nodal agency for the Project at the central level.
14. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
15. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

Section D

16. The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

Section E

17. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
18. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement:

- (a) the PIM or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or substantially modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.
 - (b) In the event that the Borrower did not request a disbursement of the Financing for a period of at least 12 months, following the initial 18 month period from entry into force, without justification.
19. The following are designated as additional general conditions precedent to first withdrawal:
- (a) the IFAD no objection to the PIM shall have been obtained; and
 - (b) the Project Agreement, in form and substance acceptable to the Fund, shall have been duly concluded between the Fund and the Government of Jammu and Kashmir;
20. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement:
- (a) As an exception to Section 4.07(a)(ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of five million United States Dollars (US\$ 5 000 000) incurred after March 1, 2024 but before the date of entry into force of this Agreement for financing some of the Consultancies, Goods, Services and Inputs, Equipment and Materials, Grants and Subsidies, and Salaries and Operating costs, may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, if otherwise eligible, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.
 - (b) As an exception to Section 7.05(a) of the General Conditions, the procurement of goods, works and services under the Project financed from resources provided or administered by IFAD will be undertaken in accordance with IFAD's Procurement Guidelines and Handbook (September 2020), as amended from time to time, and using IFAD Standard Bidding Documents and other document templates.
21. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:
- For the Borrower:
- Additional Secretary, Department of Economic Affairs
Ministry of Finance,
New Delhi 110001
- For the Fund:
- The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

THE REPUBLIC OF INDIA

"[Authorised Representative Name]"
[Department of Economic Affairs
Ministry of Finance]

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
The President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit approximately 159,000 men and 141,000 women of which 90,000 would be youth and 30,000 vulnerable communities corresponding to 300,000 households in total reaching approximately 1.5 million individuals. The main target group comprises resource-poor farmers and rural households, involved in farming in areas with the potential for cultivation of high value niche crops and horticultural crops, using climate-resilient and environment-friendly technologies. The target group also comprises the vulnerable communities including pastoralists, fishermen and other Scheduled Caste and Scheduled Tribe communities.
2. *Project area.* The Project will be implemented in all 20 districts of Jammu and Kashmir (the "Project Area").
3. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to the sustained increase in incomes of rural households by improving the competitiveness and climate resilience of farming operations.
4. *Objectives.* The objective of the Project is to improve the competitiveness and climate resilience of the farmers through a value chain approach, covering production, value addition and marketing of high value niche commodities from agriculture, horticulture, and allied sectors.
5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
 - 5.1 *Component 1: Climate-smart and market-led production.* The main aim of this component is to address the value chain constraints of small and marginal farmers related to production and productivity by introducing better management practices and expanding the area under cultivation of climate-resilient and high value agriculture and horticulture crops. It includes 3 sub-components: (i) Upscaling collectivization; (ii) Niche Crop support; and (iii) Horticultural Crop Support.
 - 5.2 *Component 2: Agribusiness ecosystem development support.* This component is linked with Component 1 and builds on production and productivity enhancement. It will cover market led enterprise promotion in processing, value addition, and marketing of agri and allied sector produce to enable better price realization for the small producers/farmers. It includes 3 sub-components: (i) Enterprise promotion support; (ii) Market promotion support; and (iii) Incubation and Start-up.
 - 5.3 *Component 3: Support to vulnerable communities.* The Project, in consonance with the targeting priorities of IFAD, supports the most vulnerable groups comprising Scheduled Tribes (STs), Scheduled castes (SCs) and fisher folks to diversify their livelihood options and to increase their levels of income. It includes 2 sub-components: (i) Support to Pastoralists and other vulnerable communities; and (ii) Integration of Youth.
 - 5.4 *Component 4: Project Management.* The Project will support the setting up and operation of a PMU within the PMU of HADP with clear responsibilities for implementing JKCIP related activities. The PMU will also include a Monitoring and Evaluation ("M&E") and Knowledge Management unit as well as a computerised and GIS-linked Management Information System (MIS). The Project will facilitate a shift from simple output-based monitoring by embedding outcome-based monitoring into the M&E system. The Project will work towards fostering an enabling policy environment for the development of agri and allied sectors which will be evidence

based. It includes 2 sub-components: (i) M&E and Knowledge Management; and (ii) Policy support.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The DPA of the Government of Jammu and Kashmir would be the Lead Project Agency and responsible for Project implementation.

7. *Project Oversight Committee.* The Project's governance will be harmonized with the existing four-tier Project coordination structure of the Holistic Agriculture Development Programme comprising: (i) a Central Apex Committee; (ii) an Empowered Committee; (iii) an Executive Committee; and (iv) District Level Committees. The Chair and the membership of the Committees shall be as per the decisions of the Government of Jammu and Kashmir.

8. *Project Management Unit.* A Project Management Unit ("PMU") for the Project will be established within the Holistic Agriculture Development Programme. This PMU will report to a Secretary-level officer of the DPA who will be nominated as the Mission Director reporting to the Principal Secretary, the DPA.

9. *Criteria.* The Project will provide Grants and Subsidies, to agribusinesses in line with pre-agreed IFAD eligibility criteria and funds flow arrangements.

10. *Monitoring and Evaluation.* The Project's M&E system will be designed to measure performance against the Project log frame as well as show the contribution of Project outcomes to the government's strategic objectives for the agriculture and allied sectors. The M&E system will offer comprehensive and reliable information to improve planning and decision-making for results-based management. The Project will link the business plans of the FPOs and entrepreneurs with the computerized MIS system to introduce real time outcome-based monitoring. The logical framework will constitute the basis for results-based M&E.

11. *Knowledge Management.* IFAD will engage closely with the LPA to catalyze knowledge and solutions from across the world to help enhance the performance of the Project as well as facilitate generation, documentation, and exchange of knowledge from the Project to other stakeholders within and outside the country.

12. *Project Implementation Manual (PIM).* The PMU shall finalise the draft Project Implementation Manual prepared during the design to be approved by the Executive Committee and will include all Project procedures, including financial management procedures, procurement, monitoring and evaluation, as well as all operational procedures. The PMU shall adopt the PIM substantially in the form approved by the Executive Committee and the Fund and may make amendments thereto from time to time with the approval of the Fund.

The Government of Jammu and Kashmir shall cause the Project to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

13. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall ensure compliances with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations and shall ensure that the compliance provisions are extended to the entities/organizations/parties and contractors. The Borrower shall cause the LPA to inform the Fund about the complaints of prohibitive practices received and the actions taken to resolve the complaints.

14. *Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower shall ensure compliance with IFAD's Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time, and shall cause the LPA to comply with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time. The Borrower shall also cause the LPA to ensure that the compliance provisions are extended to the entities / organizations / parties and contractors engaged during implementation of the Project.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in United States Dollars)	Percentage eligible for IFAD financing
(i) Goods, Services and Inputs	46 460 000	100%
(ii) Grants and Subsidies	36 940 000	100%
(iii) Operating and Management Costs	8 030 000	100%
(iv) Equipment and Materials	3 450 000	100%
(v) Consultancies	2 830 000	100%
(vi) Training and Workshops	2 290 000	100%
TOTAL	100 000 000	

2. The terms used in the Table above are defined as follows:

- (a) "Training and Workshops" shall mean eligible expenditures incurred under all components of the Project for training and workshops.
- (b) "Consultancies" shall mean eligible expenditures incurred for consultancy services.
- (c) "Goods, Services and Inputs" shall mean eligible expenditures incurred for Goods, Equipment and tools, non-consulting services, studies and materials and other inputs.
- (d) "Equipment and Materials" shall mean eligible expenditures incurred for equipment, materials and tools.
- (e) "Grants and Subsidies" shall mean eligible expenditures for grants and subsidies.
- (f) "Operating and Management Costs" shall mean eligible expenditures related to operating costs, including salaries and allowances.
- (g) The Percentage is applied to Project expenditures, excluding taxes and shares of other financiers.

3. *Disbursement arrangements*

- (a) *Retroactive financing.* As an exception to section 4.07(a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred as of March 1, 2024 until the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to five million US dollars (USD 5 000 000) for activities relating to: Consultancies, Goods, Services and Inputs, Equipment and Materials, Grants and Subsidies, and Operating and Management costs. Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD

to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E.19 are fulfilled.

- (b) *Audit* arrangements. The Office of Comptroller & Auditor General shall audit the Project financial statements annually. The LPA shall submit the audit report to IFAD within 6 months of the end of financial year.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base-line	Mid-Term	End Target	Source	Freq-uency	Respon-sibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project							Project implementation happens as per the work plans approved without delay in the release of financial resources and human resource recruitment. Government continues with HADP and other convergence programmes are available to the farmers
	Females - Number (47%)		70,500	141,000	MIS	Monthly	PMU	
	Males - Number (53%)		79,500	159,000				
	Young - Number (30%)		45,000	90,000				
	Not Young - Number (70%)		105,000	210,000				
	Indigenous people - Number (SC and ST) - 10%		15,000	30,000				
	Non-Indigenous people - Number		135,000	270,000				
	Total number of persons receiving services - Number of people		150,000	300,000				
	1.a Corresponding number of households reached							
	Non Women-headed households - Number		136,500	273,000	MIS	Monthly	PMU	
Women-headed households - Number (9%)		13,500	27,000					
Total Households - Number		150,000	300,000					
1.b Estimated corresponding total number of households members								
Household members - Number of people (Hhld size 5.1)		765,000	1,530,000	MIS	Monthly	PMU		
Project Goal Contribute to a sustained increase in incomes of rural households by improving the competitiveness of the farming operations.	Households with more than 70 percent increase in income				Baseline survey, mid-term survey and end-line survey	At baseline, midterm and completion	PMU/ External agency	
	Households - Percentage		30	70				
	Households with an increase in production by more than 30% - CI 1.2.4 (niche field crops and horticultural crops)							
	Households - Percentage		30	70				
Development Objective: Improve the competitiveness of the farmers through a value chain approach covering production, value addition of high-value niche crops and spices	Increase in productivity of crops, spices and horticultural produce				Baseline survey, mid-term survey and end-line survey	At baseline, midterm and completion	PMU/External agency	
	Saffron Kg/ha	3.00	5.00	7.5				
	Kashmiri Chilli Kg/ha	5,000.00	8,000.00	15,000.00				
	Apple (MT/Ha)	12.00	14.00	16.00				
	Walnut (MT/Ha)	6.25	6.50	7.00				
	Mango (MT/Ha)	5.50	6.00	7.00				
Citrus (MT/Ha)	2.50	3.00	4.00					
Stone fruits(MT/Ha)	11.25	12.00	14.00					
							Relatively stable security and economic conditions exist and continued government support for the project	

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base-line	Mid-Term	End Target	Source	Freq-uency	Respon-sibility	
and horticulture produce	Percentage of select niche and horticulture produce marketed as A grade/premium product							
	Saffron (percentage)	TBD	70	95				
	Vegetables (percentage)	TBD	50	65				
	Kashmiri Chilli (percentage)	TBD	50	65				
	Apple (percentage)	40	45	60				
	Stone fruits (percentage)	30	35	45				
	Mango(percentage)	20	25	30				
	Citrus (percentage)	20	25	30				
Outcome 1 : Expansion and improved performance of Rural Producers' Organizations (FPOs)	Percentage of Rural Producers' Organizations reporting new or improved services provided by their organizations - CI 2.2.4				MIS, Baseline survey, mid-term survey and end-line survey	Monthly and at baseline, midterm and completion	PMU/External agency	Community support to collectivization efforts to reduce costs and increase production
	Percentage	TBD	30	70				
	Percentage of Rural Producers' Organizations reporting an increase in sales CI 2.2.5							
	Percentage	TBD	30	70				
Output 1.1: Scaling up collectivization	No. of FPOs supported - CI 2.1.3				MIS	Monthly	PMU	
	Number		50	101				
	No. of rural producers that are members of a rural producers' organization							
	Number		15,000	30,300				
Outcome 2: Enhanced productivity and production (niche and horticultural crops)	Percentage of persons/households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices - CI 3.2.2				MIS, Baseline survey, mid-term survey and end-line survey	Monthly and at baseline, midterm and completion	PMU/External agency	Households respond to opportunities in productivity and production expansion of niche and agricultural crop
	Percentage		30	70				
	Area expansion under niche crops							
	Hectare		1,403	2,805				
	Area expansion under horticultural crops							
Hectare		773	1,545					
Output 2.1: GAP training	No. of farmers trained in GAP (niche and horticultural crops)							
	Number		16,200	32,400				
Output 2.2: Access to inputs/technology packages	No. of rural producers accessing production inputs and/or technological packages - CI 1.1.3				MIS	Monthly	PMU	
	Number		15,150	30,300				
	No. of ha of land brought under climate resilient management - CI 3.1.4							
	Number		773	1,545				
Output 2.3: Water management systems established	No. of water management systems established							
	Number		675	1350				

Results Hierarchy	Indicators	Base-line	Mid-Term	End Target	Means of Verification			Assumptions
	Name				Source	Freq-uecy	Respon-sibility	
Output 2.4: Nurseries established	No. of Nurseries established							
	Number		160	320				
Outcome 3: Improved price realization of Agri and allied farmers	Percentage of farmers reporting increase in farm gate prices				MIS, Baseline survey, mid-term survey and end-line survey	Monthly and at baseline, midterm and completion	PMU/External agency	
	Percentage		30	70				
	Percentage of supported rural enterprises reporting an increase in profit - CI 2.2.2							
	Percentage		30	70				
	Percentage of supported enterprises benefiting from improved market linkages							
	Percentage		30	70				
	Percentage of start-ups supported with youth ownership							
	Percentage		30	60				
Output 3.1: Enterprise promotion	Number of rural enterprises accessing business development services- CI 2.1.2				MIS	Monthly	PMU	Stable market conditions for domestic and export trade
	Number		602	1,204				
	Number of enterprises supported							
	Number		602	1,204				
Output 3.2: Market promotion	Number of MSP conducted				MIS	Monthly	PMU	
	Number		6	12				
	Number of Buyer-Seller meets conducted							
	Number		14	28				
Output 3.3: Incubation and start-up	Number of start-ups supported with seed funds				MIS, Baseline survey, mid-term survey and end-line survey	Monthly and at baseline, midterm and completion	PMU/External agency	Vulnerable households have the ability to diversify their livelihood options
	Number		175	350				
	Number of start-ups accessing scale up funds							
	Number		60	120				
Outcome 4: Improved resilience of vulnerable groups	Percentage of pastoralists reporting improvements in wool prices				MIS, Baseline survey, mid-term survey and end-line survey	Monthly and at baseline, midterm and completion	PMU/External agency	
	Percentage		25	50				
	Percentage of vulnerable households reporting diversification of livelihood options							
	Percentage		15	30				
	Percentage of youth clubs participating in community action related environment							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base-line	Mid-Term	End Target	Source	Freq-uecy	Respon-sibility	
Output: 4.1: Pastoralists support	Percentage		30	60	MIS	Monthly	PMU	
	Percentage of pastoralists reporting improvements in wool price							
Output 4.2: Support to other vulnerable groups	Percentage		25	50				
	No. of persons from vulnerable community members supported for enterprise development							
	Number		625	1,250				
	Number of youth clubs supported							
	Number		1,300	2700				
Outcome 5: Project Management systems strengthened	Percentage of households satisfied with project supported services - SF 2.1				MIS, Baseline survey, mid-term survey and end-line survey	Monthly and at baseline, midterm and completion	PMU/External agency	Adequate capacity within the implementing agencies to implement the project
	Percentage		35	70				
	Percentage of households reporting that they can influence decision making of the local authorities and project-supported service providers - SF 2.2							
	Percentage		35	70				
Output 5.1: Policy engagement	Policy studies conducted				MIS	Monthly	PMU	
	Studies - Number		2	4				
	Policy workshops conducted							
	Workshops - Number		2	4				
Output 5.2: Staff training of staff of Agri and allied Directorates	100 % recruitment of agreed human resources							
	Positions in place - Percentage		100	100				

Integrated project risk matrix

Country Context	Substantial	Low
Political Commitment	Moderate	Low
Risk: The risk is moderate. A political and governance risk on account of impending National elections in April 2024 and local elections (not yet determined) remains.	Moderate	Low
Mitigations: In order to mitigate this risk, the project design has been completed during 2023 and negotiations will be completed prior to elections.		
Governance	Moderate	Low
Risk: The risk is moderate. The project area is administered by the Government of India under its Ministry of Home Affairs through an Administrator appointed by the President of India. In J&K the Administrator is called the Lieutenant Governor. The Agricultural Production Department has been designated as Lead Project Agency, with robust administrative and governance practices ensuring full alignment of administrative procedures and oversight to the practices and standards of the Government of India.	Moderate	Low
Mitigations: IFAD procurement, safeguards and fiduciary compliances will be applied, and regular supervision will be conducted to ensure full compliance.		
Macroeconomic	Moderate	Low
Risk: India's economy may slow down, coming off a strong recovery in FY21/22 (April 2021–March 2022) on account of the spillovers from the Russia-Ukraine war, In addition, the global monetary policy tightening cycle is expected to weigh on India's economic outlook. The debt servicing track record of Gol remains excellent.	Moderate	Low
Mitigations: No project interventions required.		
Fragility and Security	High	Moderate
Risk: J&K's security situation has been improving continuously since 2019. The Security Risk Assessment determined by UNDSS establishes that there is no significant direct threat to the proposed project in J&K that could adversely affect the project.	High	Moderate
Mitigations: IFAD management will ensure that the recommended security measures are put in place to make the proposed project compliant with SRM for Jammu, Kashmir & Ladakh and the specific Risk Assessment prepared for the project. Additionally, the focus of the project on community empowerment and participatory processes is also expected to have a positive impact at the community level.		
Sector Strategies and Policies	Moderate	Low
Policy alignment	Low	Low

<p>Risk: In Dec 2022, GoJ&K launched a “Holistic Agriculture Development Programme in J&K” (HADP). JKCIP’s goal, objectives and interventions are in sync with the J&K’s strategies including this recently launched initiative.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: The detailed design of JKCIP is done as a complimentary project to the Government’s Initiative.</p>		
<p>Policy Development and Implementation</p>	Moderate	Low
<p>Risk: The project is fully aligned with the sectoral policies and proposes to leverage government programmes through convergence. The risk in implementation is the capacity of the Lead Implementing Agency to ensure timely start-up and converge with other line departments in the field.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations: The project has built-in a structured mechanism for co-ordination and convergence of project activities. DAP&FW will be the Lead Implementation Agency. The project implementation will be harmonised with the working of the Directorates and Universities under the DAP&FW. Additionally, IFAD will provide necessary capacity-building support since this is the first IFAD project in J&K. Some of the Project partners (eg. SKUAST) have experience of working on a World Bank project.</p>		
<p>Environment and Climate Context</p>	Moderate	Moderate
<p>Project vulnerability to environmental conditions</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk: The project is expected to have a moderate impact on the environment, as it is expected to engage in nursery management and seedling rearing or purchase. More than a risk, changing farmers’ perception and behaviour on use of chemical inputs and shift to Good Agriculture Practices (GAP), is a challenge.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The project has well incorporated environmental and climate adaptation interventions. Good Agricultural Practices (GAP) and Climate resilient Agriculture/Horticulture will be promoted. FPO will be capacitated and supported on GAP and Climate Smart Practices. Nursery and seedling management will follow environmentally sustainable practices. JKCIP will not be involved in any procurement of natural resources that are not environmentally sustainable. The project will adopt zero deforestation and forest encroachment strategy. All the interventions will be conducted outside the forest area. The geographic targeting strategy has excluded blocks with conservation and protected areas to avoid any potential impacts on biodiversity.</p>		
<p>Project vulnerability to climate change impacts</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk: The project area is likely to experience river flood, landslides, and hailstorm. Heat waves are expected to become more common, putting a burden on the society and the environment. Rising temperatures and changing precipitation patterns could have an effect on available water resources. Precipitation is expected to rise slightly to moderately in the future, with much of the increase attributed to heavy downpours. The adverse impact of these climate and environmental conditions on agriculture production, biodiversity, and ecosystem sustainability. Project outcomes may be adversely impacted by climate change, and without the provision of effective adaptation measures, beneficiaries may face financial challenges, while the ecosystem and biodiversity may face degradation. Smallholder farmers and target groups display a moderate awareness of climate risks and related adaptive and mitigation measures.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The project components are designed to encourage livelihood diversification, enterprise development in response to market signals, and climate adaptation considerations in order to face the problems in the context of climate change. Building the capacity of vulnerable target groups to diversify activities through investments in new varieties, small-scale livestock, and off-farm enterprise growth is a subcomponent of the project. The vulnerable groups (women, the poor, and young people) will become more resilient to hazards associated with climate change as a result of capacity development and training components included in various programs.</p>		

Support has been ensured on water management to tackle precipitation fluctuation and water stress. Suitable variety of crops, together with appropriate management practices, will be promoted to adapt with heat stress. The project will facilitate protected agriculture to tackle hailstorms. Project efforts to build the adaptive capacities of its beneficiaries must emphasize the need for disaster risk planning, climate resilient cropping, and reduced post-harvest losses, among other interventions that build the beneficiary's capacity to cope with, or recover from, the effects of climatic shock events.		
Project Scope	Moderate	Low
Project Relevance	Low	Low
Risk: The project holds little risk as it is well aligned with the development reality of the local area and target communities. The project is complementary to GoJ&K's innovative and transformative HADP launched in Dec 2022, with a budget outlay of INR 50,130 million (USD 650 million) that aims to transform Agriculture in J&K from subsistence to sustainable and commercial agriculture.	Low	Low
Mitigations: No additional interventions are required.		
Technical Soundness	Moderate	Low
Risk: The project aims to address the gaps in the existing programs of the J&K by supporting the identification and promotion of climate-resilient high-value niche crops to harness agroclimatic advantages as an alternative to regular field crops. With a focus on niche agriculture and horticulture crops and support to vulnerable communities, the project will be able to keep a strong focus on the poor and remote farming communities. The project will also help create an ecosystem of start-ups and innovations that include business incubation, agribusinesses promotion, potential export facilitation etc. These will result in increased production, productivity and value realization and consequently, an increase in household income.	Moderate	Low
Mitigations: During project design, value chain profiles and agro-climatic suitability assessments have been carried out and based on this value chains have been selected.		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Low
Implementation Arrangements	Moderate	Low
Risk: This is the first time DAP&FW is implementing an Externally Aided Project in recent times although the Dept has implemented the Jammu & Kashmir Horticulture Project (1978-86). The human resource capacity of project implementing partners has been assessed. DAP&FW is in the process of engaging additional staff and set up a PMU to implement HADP. The capacity for staff related to procurement and M&E needs further strengthening.	Moderate	Low
Mitigations: Mitigation: The project has incorporated substantial capacity-building efforts into the project. These efforts will be front-loaded to ensure adequately trained human resources. The project will also allocate funds for the engagement of technical expertise to guide project implementation with a specific emphasis on commercial orientation. The project implementation will be mainstreamed into the working of Directorates and Universities. JKCIP has made allocations for engaging staff required for mainstreaming priorities, finance, procurement and M&E. Additionally the cabinet constituted the J&K ERA (J&K Economic Reconstruction Agency) a society registered under the JK Societies Act in 2004 to implement externally aided projects. JKERA is currently implementing two World Bank funded projects which are expected to end in Dec 2024 and some of the staff for procurement and financial management are likely to become available. The GoJ&K is likely to onboard them for JKCIP to ensure quick transition.		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Low
Risk: The current arrangements within the DAP&FW are not fully adequate to meet IFAD's requirements. The government has a data collection and reporting system but not a structured M&E system. There is also a shortage of staff overall for such normative functions as M&E.	Moderate	Low
Mitigations:		

The project design has made provisions for M&E and MIS staff. BMGF has put in place a team of 6 technical experts to support the DAP&FW. Allocations are also made for baseline, midline and end-line surveys.		
Project Financial Management	Substantial	Substantial
Project Organization and Staffing	Substantial	Substantial
Risk: Although India has a well-developed accounting profession, IFAD-funded projects can't attract good quality FM staff due to low salaries and not attractive career perspectives	Substantial	Substantial
Mitigations: Complete competitive selection of adequately qualified and experienced FM staff for PMU		
Project Budgeting	Moderate	Moderate
Risk: Budgeting will follow government regulations. Collecting budgets for all implementing partners will be challenging task.	Moderate	Moderate
Mitigations: - PIM/FMM will have clear roles and responsibilities for budgeting and timelines. - Create a budget team from PMU staff responsible for the timely collection of budget inputs.		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
Risk: The state government will pre-finance project expenditures, and IFAD reimburses quarterly. Timely allocation of funds to all implementing partners will be key.	Substantial	Substantial
Mitigations: Local commercial bank online banking module will be implemented to timely allocation of funds and payments		
Project Internal Controls	Substantial	Substantial
Risk: There are potential internal control weaknesses at implementing partners' level. Implementing partners will be responsible for collecting supporting documents and filing them. Low staff capacity at implementing partners level may result in not timely and inadequate filing of supporting documents.	Substantial	Substantial
Mitigations: - introduction of the online banking system for all implementing partners - the development of PIM and FMM with clear roles for supporting documents filing and accounting record keeping for all implementing partners - Private sector internal auditors will prepare semi-annual internal audit reports to the Steering Committee. -The project will provide Grants and Subsidies, which are prone to higher risks, to agribusinesses in line with pre-agreed eligibility criteria with IFAD eligibility criteria and funds flow arrangements.		
Project Accounting and Financial Reporting	Substantial	Substantial
Risk: Accounting records must be maintained for all implementing partners in one accounting software.	Substantial	Substantial
Mitigations: Implementation of Tally accounting software for accounting record keeping, financial reporting and accounts reconciliations.		
Project External Audit	Moderate	Moderate
Risk: J&K-level CAG will audit project financial statements. The audit may be delayed due to a shortage of staffing resources and other priorities of CAG.	Moderate	Moderate
Mitigations: PMU will actively follow-up with J&K level CAG to complete the audit on time.		
Project Procurement	Substantial	Substantial
Legal and Regulatory Framework	Substantial	Substantial

<p>Risk: There is no central or state legislation on public procurement. The Ministry of Finance at the central level and Finance Departments at the State level have issued executive orders relating to procurement. The regulatory functions of public procurement are fragmented.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations: Through the Financing Agreement, the adoption of IFAD Procurement Guidelines, Procurement Handbook and IFAD SBD and templates will be made applicable for project procurement.</p>		
<p>Accountability and Transparency</p>	Substantial	Substantial
<p>Risk: Insufficient attention to the best practices and publication of data related to public procurement.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations: GoJ&K has an e-tendering system which will be used for receiving bids/proposals in a transparent manner. 100% procurement performance audit for community procurement will be carried out. Supreme Audit Institution (SAI) Comptroller and Auditor General (CAG) will carry out procurement performance audit. Necessary details of awards of the contract will be uploaded to the project website. Grievance redressal mechanisms and designation of independent investigative authority exist. Measures preventing prohibitive practices and an appeal mechanism will be set up at the project level.</p>		
<p>Capability in Public Procurement</p>	Substantial	Substantial
<p>Risk: Insufficient capacity of the Government Directorates and Departments for the full gamut of the procurement cycle, particularly in a project mode. Availability and willingness of professionals to be deployed in remote locations from other parts of the country may be a challenge. The nodal department does not have experience in implementing an externally aided project, hence not conversant with the procedures and processes and compliance requirements.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations: Project procurement units at PMU and Directorate levels to be set up by engaging skilled procurement professionals. After the need assessment, procurement training will be arranged through National Institutes or other public procurement training service providers for government staff responsible for project procurement. Technical Assistance support is also included in the cost estimates. Additionally please refer to section on Implementation arrangements and proposed mitigation above)</p>		
<p>Public Procurement Processes</p>	Substantial	Substantial
<p>Risk: The executive orders or General Financial Rules do not address all aspects of public procurement and the State Government does not fully follow the National Task Force and Ministry of Finance guidelines and processes.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations: Project Procurement under JKCIP shall follow IFAD Procurement Guidelines, Procurement Handbook, SBD and document templates. IT systems will be used to link the AWPB with the procurement plan and contract administration. For low-value procurement, GeM portal will be recommended for use. A detailed procurement manual will be developed for the project in line with the Financing Agreement and Procurement Arrangements Letter. The procurement thresholds will be set up in line with the detailed risk assessment and mitigation measures proposed during design.</p>		
<p>Environment, Social and Climate Impact</p>	Low	Low
<p>Biodiversity Conservation</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk: The project's adverse impacts on biodiversity are expected to be minimal. The risk rating is moderate as JKCIP will engage in nursery management and seedling handling or purchase.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The project will promote Good Agricultural Practices. Inter or multi cropping will be promoted to increase agro biodiversity. The use of chemical inputs will be regulated and the project will promote bio input use. As mentioned above, JKCIP will have 'zero' deforestation and forest encroachment approaches. Blocks are selected to avoid conservation or protection areas.</p>		
<p>Resource Efficiency and Pollution Prevention</p>	Moderate	Moderate

<p>Risk: The risk is rated as moderate, as JKCIP will involve inputs of fertiliser. However, the project will not engage or lead to release pollutants to the environment.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The project will promote the use of bio inputs and regulate chemical inputs. GAP will be promoted and organic farming will be among the focus areas. Integrated pest management will be promoted, it will be included in FPO capacity building events. FPO and entrepreneurs will be trained in waste management systems. Training, awareness programs will be organised to create awareness and sensitization on pollution prevention. Local wastewater treatment and reuse will be promoted.</p>		
<p>Cultural Heritage</p>	Low	Low
<p>Risk: The project has no adverse impacts on the cultural heritage. The blocks have been identified during design, taking into account the cultural heritage sites and also other environmentally sensitive areas and biodiversity hotspots.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: No project interventions will impact any existing physical heritage sites. The project will apply a national chance find procedure if any heritage found during project implementation.</p>		
<p>Indigenous People</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk: The project will support the nomadic tribes to improve their quality of life and incomes. Hence the impact of the project on the IPs is expected to be positive.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The project will strictly follow IFAD's guidelines on targeting. Geographical targeting, self and direct targeting will be applied in the project intervention areas. FPIC implementation plan has been prepared and will be applied. Inclusive and meaningful participation of tribal communities, where applied, will be ensured to increase their participation and ownership on the project activities.</p>		
<p>Labour and Working Conditions</p>	Low	Low
<p>Risk: The project will have minimal impact on labour and working conditions. As confirmed during the field visit and stakeholder consultation, the project will not engage or lead to increase in child or forced labour, and sexual and gender based violence.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: Awareness raising at the community level and among project stakeholders to ensure project activities allow decent working conditions and refrain from GBV practices. Contractor contracts and stakeholders will abide by contract/partnership clauses to ensure adequate working conditions. Furthermore, the GRM system will be established/strengthened so that affected people have access to address and resolve their complaints. Sensitisation will also be done in collaboration with relevant authorities to prevent GBV and child labour. Local facilitators engagement will be increased to work with local leaders and male households' members and promote campaigns for sensitization on gender equality and against gender biases. Gender sensitive and participatory consultations will be ensured while finalising and implementing project activities.</p>		
<p>Community health, safety and security</p>	Low	Low
<p>Risk: The risk is rated low. JKCIP will not have construction activities. Project will not engage in gender based violence, neither increase it.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: The Safeguards specialist, together with PMU team, will assess the ground situation and implement solution measures if any new issues emerged during the activities implementation.</p>		
<p>Physical and Economic Resettlement</p>	Low	Low
<p>Risk: The project interventions will not have any direct or indirect impact or cause any physical or economic resettlement of the project targeted population or stakeholders.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: The project will ensure proactive targeting to benefit vulnerable and marginal communities so that there will be no issues on economic benefit sharing.</p>		

Greenhouse Gas Emissions	Low	Low
Risk: Not applicable	Low	Low
Mitigations: Not applicable		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
Risk: The project area is likely to experience river flood, landslides, and hailstorm. Heat waves are expected to become more common, putting a burden on the society and the environment. Rising temperatures and changing precipitation patterns could have an effect on available water resources. Precipitation is expected to rise slightly to moderately in the future, with much of the increase attributed to heavy downpours.	Moderate	Moderate
Mitigations: The following measures are proposed in ESCMP; Flood and Landslide: i) Adequate, disaster complaint housing for livestock, storage of fodder, veterinary care support, CSA training; ii) Weather forecasts and use Hailstorm: Encourage government department to support nets, promote protective farming Drought: i) Crop diversification, drought tolerant crop; ii) Alternate crops, recycle water; iii) Household water harvesting, iv) Micro irrigation, v) Weather forecasts, and vi) Multi and inter cropping		
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
Risk: GoJ&K has established channels to voice grievances by the stakeholders. The efficacy of this system needs further strengthening.	Moderate	Moderate
Mitigations: JKCIP will follow the government's well established and operational grievances redress mechanism, details in the FPIC implementation plan. The community platforms through Gram Sabhas and other village-level institutions will offer a platform for beneficiaries to voice their grievances. The project-promoted FPOs will become platforms for grievance redressal.		
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
Risk: GoJ&K has established channels to voice grievances by the stakeholders. The efficacy of this system needs further strengthening.	Moderate	Low
Mitigations: JKCIP will follow the government's well established and operational grievances redress mechanism, details in the FPIC implementation plan. The community platforms through Gram Sabhas and other village-level institutions will offer a platform for beneficiaries to voice their grievances. The project-promoted FPOs will become platforms for grievance redressal.		